



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des Collectivités de la Légalité
Bureau du Contrôle de Légalité, de l'Urbanisme et de l'Environnement

Perpignan, le 13 août 2024

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/DCL/BCLUE/2024 226 - 0002

autorisant la société PATRICK TUBERT à poursuivre l'exploitation d'un centre de tri de déchets non dangereux sur le territoire de la commune d'Elne, chemin de Charlemagne, lieu-dit « Els Mossellons » (AIOT n° 0006604788)

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du mérite,

- VU** le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre I^{er} ;
- VU** le Code de l'urbanisme et en particulier les dispositions de son article L. 424-1 ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret présidentiel du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de Préfet des Pyrénées-Orientales ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/2024120-0001 du 29 avril 2024 portant délégation signature à Monsieur Bruno BERTHET, Sous-préfet, Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;
- VU** la nomenclature des installations classées, annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;
- VU** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;
- VU** l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

- VU** l'arrêté du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;
- VU** l'arrêté du 23 mai 2016 relatif à la préparation des combustibles solides de récupération en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R. 543-297 du Code de l'environnement relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du 2 mars 2023 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2783 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'enregistrement n° PREF/DCL/BCLUE/2019155-0004 du 4 juin 2019 encadrant la poursuite des activités de la société TUBERT sur le site d'Elné ;
- VU** les récépissés n° 423/2010 du 13 octobre 2010, n° 496/11 du 10 août 2011 et n° A-8-A2F67OH6A du 24/05/2018 délivrés à la société PATRICK TUBERT, pour la déclaration de ses différentes activités classées pour les rubriques 2710-2, 2716 et 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** les courriers préfectoraux des 25 mars 2013 et 19 avril 2013 actant le bénéfice des droits acquis de la société PATRICK TUBERT pour les rubriques 2710-2b pour le régime de l'enregistrement, et n° 2710-1b pour le régime de la déclaration soumise à contrôle périodique ;
- VU** le dossier déposé le 24 novembre 2022 et complété le 23 février 2023, par lequel, la société PATRICK TUBERT sollicite une autorisation environnementale pour son projet de mécanisation des lignes de tri du centre de tri de déchets non dangereux qu'elle exploite à Elné, incluant la régularisation et l'extension de certaines des activités déjà exercés dans cet établissement ;
- VU** la décision du 28 mars 2022, après examen au cas par cas prévu à l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, dispensant la société PATRICK TUBERT de réaliser une évaluation

environnementale pour son projet de mécanisation des opérations de tri et de préparation de déchets en vue de leur valorisation dans son centre de tri situé sur le territoire de la commune d'Elne ;

- VU** la décision en date du 11 mai 2023 du président du tribunal administratif de Montpellier portant désignation du commissaire enquêteur
- VU** l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE/2023163-0001 du 12 juin 2023 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 18 jours, du 7 juillet 2023 au 24 juillet 2023 inclus, sur le territoire des communes de Saint-Cyprien, Alénia, Elne, Latour-bas-Elne et Corneilla-del-Vercol ;
- VU** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;
- VU** les publications en date du 21 juin 2023 de cet avis dans deux journaux locaux ;
- VU** les avis émis par les conseils municipaux des communes de Saint-Cyprien, d'Alénia et d'Elne, l'avis émis par le conseil communautaire de la communauté de communes Albères-Côte-Vermeille-Illibéris, et l'absence d'avis des conseils municipaux de Latour-bas-Elne et Corneilla-del-Vercol ;
- VU** le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;
- VU** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;
- VU** le rapport (n° 2023-183-PR) et les propositions en date du 20 décembre 2023 de l'inspection des installations classées ainsi que le projet d'arrêté préfectoral qui y était annexé ;
- VU** l'avis rendu par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques réuni en séance du 21 mars 2024 au cours de laquelle la société PATRICK TUBERT a été entendue ;
- VU** le projet du présent arrêté porté à la connaissance de la société PATRICK TUBERT, par courrier du 10 juin 2024, qui n'a pas formulé d'observation ;
- VU** le plan local d'urbanisme de la commune d'Elne et son règlement dont la dernière révision date du 30 mars 2022 ;
- Considérant** que la commission locale de l'eau Nappes du Roussillon, consultée par l'inspection des installations classées durant la phase d'instruction de la demande de la société PATRICK TUBERT, ne s'est pas exprimée sur le projet de cette société ;
- Considérant** que la commission locale de l'eau Tech-Albère, consultée par l'inspection des installations classées durant la phase d'instruction de la demande de la société PATRICK TUBERT, a indiqué que le projet de cette société se trouvait sur la commune d'Elne, à cheval sur plusieurs bassins versants, qu'il était situé en dehors du périmètre de schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) et, par conséquent, qu'elle ne s'exprimerait pas sur ce projet ;
- Considérant** les avis favorables des communes d'Elne et de la communauté de communes Albères Côte Vermeille Illibéris à la réalisation du projet de la société PATRICK TUBERT ;
- Considérant** l'avis favorable de la commune de Saint-Cyprien au projet de la société PATRICK TUBERT pour la mécanisation des lignes de tri de déchets de son centre de tri de

déchets à Elne, sous réserve de la mise en place d'une commission de suivi de centre (commission de suivi de site), au motif qu'elle considère que la réalisation de projet est susceptible d'avoir un impact sur la qualité des eaux de surface et souterraines ;

Considérant l'avis défavorable de la commune de Saint-Cyprien au projet de régularisation et d'extension des activités de la société PATRICK TUBERT, respectivement sur les parcelles cadastrales n° 51 et 52, section AL, de la commune d'Elne, aux motifs :

- que ces parcelles sont incompatibles avec l'exercice d'une activité d'installation classée au titre du plan local et du règlement d'urbanisme en vigueur de la commune d'Elne ;
- que l'extension est susceptible de générer des nuisances olfactives supplémentaires à celles déjà subies ;
- que le chemin de Charlemagne de la commune d'Elne permettant d'accéder au centre de tri de déchets de la société PATRICK TUBERT n'est pas dimensionné à cet effet ;

Considérant l'avis défavorable de la commune d'Alénia à l'ensemble au projet de la société PATRICK TUBERT, en raison des nuisances sonores et olfactives attendues par la mise en œuvre de ce projet pour ses habitants, et des impacts qu'il est susceptible de générer sur la qualité des eaux de surface et souterraines ;

Considérant les craintes formulées, lors de l'enquête publique, par plusieurs habitants de la commune de Saint-Cyprien, riverains du centre de tri de déchets non dangereux de la société PATRICK TUBERT, notamment pour les odeurs, le bruit et les poussières, si le projet de la société PATRICK TUBERT était autorisé ;

Considérant que dans sa configuration actuelle, le centre de tri de déchets non dangereux que la société PATRICK TUBERT exploite à Elne ;

- est entièrement imperméabilisé ;
- que les eaux météoriques non polluées, susceptibles d'être polluées et les eaux de process tombées sur le site sont collectées dans des bassins de rétention étanches ;
- que l'exutoire de ces bassins transite par un séparateur d'hydrocarbure avant rejet au milieu naturel via une conduite terminée par une vanne conservée en position fermée, en fonctionnement normal du centre de tri de déchets non dangereux ;
- que les eaux météoriques non polluées, susceptibles d'être polluées et les eaux de process récupérées dans les bassins de rétention étanches sont pompées et évacuées hors du site dès que leur niveau le permet ;
- que lors d'évènement pluvieux exceptionnels les eaux recueillies dans les bassins de rétention étanches ne peuvent être rejetées au milieu naturel que sous réserve qu'elles respectent des valeurs limites d'émission fixées par la réglementation ;
- que les eaux d'extinction d'un éventuel incendie que la société PATRICK TUBERT a l'obligation de collecter dans ses bassins de rétention étanches, sont considérées, au regard de la réglementation, comme des déchets qui doivent être traités en tant que tel et ne peuvent, par conséquent, en aucun cas être rejetées au milieu naturel ;
- que la société PATRICK TUBERT ne dispose d'aucun forage de prélèvement d'eau dans la nappe souterraine dans son centre de tri de déchets non dangereux, excluant par conséquent, tout risque de transfert de polluant vers cette nappe via un forage ;

Considérant que la mise en œuvre du projet de la société PATRICK TUBERT de mécanisation des lignes de tri de son centre de tri de déchets non dangereux et de régularisation et d'extension des activités qu'elle y exerce déjà :

- ne réduira pas la surface déjà imperméabilisée, mais entraînera au contraire, l'extension de celles-ci ;
- ne modifiera pas la configuration et les conditions d'exploitation des bassins de

Considérant que la mise en œuvre du projet de la société PATRICK TUBERT de mécanisation des lignes de tri de son centre de tri de déchets non dangereux et de régularisation et d'extension des activités qu'elle y exerce déjà :

- ne réduira pas la surface déjà imperméabilisée, mais entraînera au contraire, l'extension de celles-ci ;
- ne modifiera pas la configuration et les conditions d'exploitation des bassins de rétentions existants ;
- ne modifiera pas la configuration du réseau de collecte des eaux météoriques non polluées, susceptibles d'être polluées et les eaux de process tombées sur ces zones imperméabilisées ;
- ne s'accompagne pas d'une demande de prélèvement d'eau dans la nappe souterraine qui nécessiterait la réalisation d'un forage ;
- est accompagné d'une proposition de mesures matérielles et organisationnelles destinées à limiter voire supprimer l'impact olfactif de son activité de déconditionnement de biodéchets, dont l'inspection des installations classées a pu vérifier, lors de son contrôle sur site effectué le 19 septembre 2023, qu'elles étaient déjà effectives, et constater une réduction significative des odeurs sur le site ;
- est accompagné de mesures (capotage et carénage des éléments les plus bruyants) destinées à réduire l'impact sonore lié au fonctionnement des deux lignes de tri mécanisées projetées, et que celles-ci seront installées dans un bâtiment existant ;
- n'est pas susceptible de générer des poussières en dehors de celles pouvant être mises en suspension par la circulation des engins de chantier et des camions ;
- est accompagné de mesures destinées à prévenir les envols de poussières, telles que le revêtement des voies à l'intérieur de l'établissement, la limitation de la vitesse de circulation sur ces voies et leur balayage, autant que nécessaire ;
- est accompagné d'une proposition de participation aux travaux de réfections et d'entretien du tronçon du chemin de Charlemagne de la commune d'Elne, pour les désordres et salissures imputables à ses activités ;

Considérant le faible nombre de plaintes pour nuisances (de quelque nature qu'elles soient) imputables aux activités exercées par la société PATRICK TUBERT depuis la mise en service de son centre de tri de déchets non dangereux à Elne, et les mesures qu'elle a déjà mises en œuvre ou s'est engagée à réaliser, décrites ci-avant, l'inspection des installations classées considère, à ce stade, que la mise en place d'une commission de suivi de site, pour le centre de tri de déchets non dangereux qu'elle exploite à Elne, n'apparaît pas justifiée au regard des critères précisés à l'article L.125-2-1 du Code de l'environnement ;

Considérant dès lors, que les mesures proposées par la société PATRICK TUBERT, reprises dans le présent arrêté, et celles additionnelles qui lui sont imposées pour s'assurer de leur efficacité tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des craintes des conseils municipaux de Saint-Cyprien et d'Alénia, et de celles des riverains du centre de tri de déchets non dangereux de la société PATRICK TUBERT à Elne, et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par ses installations ;

Considérant toutefois que les parcelles cadastrales n° 51 et 52, section AL, de la commune d'Elne ne sont pas compatibles avec l'exercice ou l'implantation d'installations classées pour la protection de l'environnement au regard des documents d'urbanisme de la commune, susvisé ;

Considérant en conséquence, qu'à ce stade, en application des dispositions de l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, et en particulier que : « [...] la compatibilité d'une installation classée avec les dispositions d'un schéma de cohérence territoriale, d'un plan local d'urbanisme, d'un plan d'occupation des sols ou d'une carte communale est appréciée à la date de

l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration [...] » la partie du projet de la société PATRICK TUBERT concernant la régularisation et l'extension de ses activités sur les parcelles cadastrales n° 51 et 52, section AL, ne peut être autorisée ;

Considérant d'une part, l'avis favorable, à l'unanimité, des membres du CODERST concernant le projet de mécanisation du centre de tri de déchets d'Elne que la société PATRICK TUBERT exploite à Elne, ainsi que la régularisation de l'activité de traitement de biodéchets exercée dans ce centre ;

Considérant d'autre part, la proposition de Madame Clara THOMAS, Sous-préfète de l'arrondissement de Céret, qui présidait le CODERST du 21 mars 2024, de soumettre l'examen de la partie du projet de la société PATRICK TUBERT concernant la régularisation et l'extension de ses activités sur les parcelles cadastrales n° 51 et 52, section AL, de la commune d'Elne à une prochaine réunion du CODERST ;

Considérant que cette proposition a reçu un avis favorable, à l'unanimité, des membres du CODERST réunis en séance le 21 mars 2024 ;

Considérant dès lors, qu'à ce stade, seul le projet de mécanisation des lignes de tri du centre de tri de déchets non dangereux porté par la société PATRICK TUBERT peut être autorisé ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation, dans les conditions précisées au précédent considérant, sont réunies ;

La société PATRICK TUBERT entendue,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société PATRICK TUBERT (SIREN n° 392 005 070), dont le siège social est situé 52 route de Bages à Elne (66200), si après dénommée « l'exploitant », sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, est autorisée à installer et exploiter deux lignes de tri mécanique de déchets dans le centre de tri de déchets non dangereux qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'Elne, chemin de Charlemagne, lieu-dit « Els Mossellons ».

La décision portant sur les activités exercées et projetées sur les parcelles n° AL0051 et AL0052, section AL, est ajournée dans l'attente de la modification du plan local d'urbanisme de la commune d'Elne.

Article 1.1.2. Suppression de prescriptions d'actes antérieurs

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'enregistrement n° PREF/DCL/BCLUE/2019155-0004 du 4 juin 2019 encadrant la poursuite des activités de la société TUBERT sur le site d'Elne, susvisé, sont abrogées.

Article 1.1.3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier

notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du Code de l'environnement.

Les prescriptions générales et techniques :

- de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif à la rubrique 2710-2 (enregistrement) ;
- de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif à la rubrique 2710-1 (déclaration avec contrôle) ;
- de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif à la rubrique 2712-3 (enregistrement) ;
- de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif notamment à la rubrique 2713 (déclaration) ;
- de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif notamment aux rubriques 2714 et 2716 (enregistrement) ;
- de l'arrêté ministériel du 2 mars 2023 relatif à la rubrique 2783 (enregistrement) ;

susvisés, sont applicables aux installations soumises au régime de l'enregistrement, de déclaration ou de déclaration avec contrôle périodique visées dans le présent arrêté.

Les prescriptions de ces textes, reprises dans les articles ci-après, s'appliquent sans préjudice de l'évolution ultérieures des prescriptions de ces textes, qui seraient rendues applicables aux installations existantes.

En application des dispositions de l'article R. 512-55 du Code de l'environnement, les installations soumises à déclaration avec contrôle périodique, visées dans le présent arrêté, ne sont pas soumises à l'obligation de ce contrôle.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et/ou capacité autorisée	Classement*
2783-1	Installation de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique La quantité de biodéchets déconditionnés étant : 1. Supérieure ou égale à 30 t/j ;	Un déconditionneur de biodéchets triés à la source. La quantité maximale de biodéchets pouvant être déconditionnés n'excède pas : 60 t/j.	E
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	<u>1 ligne de préparation à la valorisation de déchets non dangereux :</u> Broyeur fixe : 125 t/j. <u>1 ligne de préparation de combustibles solides de Recyclage :</u> Granulateur : 55 t/j. Capacité totale de traitement : 180 t/j.	A
2710-2.a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 : 2. Collecte de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 300 m ³	Flux apportés directement par les professionnels (flux en mélange et flux triés dans les box et en zone de pré-tri y compris flux déchets d'éléments d'ameublement). Volume maximal : 2 800 m³.	E

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et/ou capacité autorisée	Classement*
2712-3.b	<p>Installation d'entreposage; dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 :</p> <p>3. Dans le cas de déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R. 543-297 du Code de l'Environnement</p> <p>b) Pour la dépollution, le démontage ou le découpage</p>	<p>Activités de dépollution, démontage ou découpage de bateaux hors d'usage comportant zone d'entreposage d'une surface inférieure à 150 m².</p>	E
2714-1	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³</p>	<p>Déchets triés de papier/carton, plastique, bois, fractions ligneuses des déchets végétaux, pneus, apportés directement ou non par leur producteur initial pour regroupement, tri, transit et préparation en vue de leur valorisation ; Balles plastiques/cartons</p> <p>Capacité maximale : 2 000 m³</p>	E
2716-1	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³</p>	<p>Déchets en mélange, déchets verts, plâtre, biodéchets pré-triés apportés directement ou non par leur producteur initial pour regroupement, tri, transit et préparation en vue de leur valorisation ; Refus de tri ; Pré-CSR et CSR fabriqués.</p> <p>Capacité maximale : 2 200 m³</p>	E
2710-1.b	<p>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719</p> <p>1. Collecte de déchets dangereux :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t</p>	<p>Déchets d'amiante lié en transit/regroupement apportés par les producteurs initiaux dans un box dédié de 40 m².</p> <p>La quantité maximale de déchets est inférieure à : 7 t.</p>	DC

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et/ou capacité autorisée	Classement*
2713-2	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 La surface étant : 2. Supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ² .	Bennes et box intérieurs et extérieurs de stockage de métaux et déchets de métaux non dangereux. La surface n'excède pas : 300 m².	D
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 5 000 m ² mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	Transit, regroupement, tri de gravats et déchets non dangereux inertes ; matériaux minéraux issus de la ligne de préparation pour valorisation. La superficie de l'aire de transit n'excède pas : 400 m².	NC
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710. Le volume susceptible d'être présent étant supérieur ou égal à 250 m ³	Transit, regroupement, tri de déchets non dangereux de verre (verre feuilleté, verre blanc). Le volume maximal des déchets n'excède pas 45 m³.	NC
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : [...] - Prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération	Flux de déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération et passant par une étape de traitement par broyeur et/ou granulateur : 68 t/j.	NC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du Code de l'environnement) ou NC (Non Classé)

Article 1.2.2. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature de l'eau

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et/ou capacité autorisée	Classement*
2.1.5.0-2°	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par	Surverse des bassins de rétention pluviale étanches au sein d'un fossé relié au Canal d'Elne. Surface totale égale à : 2,19 ha.	D

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et/ou capacité autorisée	Classement*
	le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.		

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

Article 1.2.3. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur la commune, les parcelles et le lieu-dit suivants :

Commune	Parcelles	Section	Lieux-dit
Elne	191 et 193	AL	« Els Mossellons »

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION, D'ENREGISTREMENT OU DE DÉCLARATION

Article 1.3.1. Conformité des installations

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.4.1. Durée de l'autorisation et caducité

La présente autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R. 181-48 du Code de l'environnement.

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

CHAPITRE 1.5 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT

Article 1.5.1. Implantation et isolement du site

Sans objet.

CHAPITRE 1.6 GARANTIES FINANCIÈRES

Article 1.6.1. Garanties financières conditionnant la mise en service de certaines activités et installations classées

En application des dispositions de l'article L. 516-1 du Code de l'environnement, la mise en service des activités et installations visées au chapitre 1.2 n'est pas conditionnée par la constitution préalable de garanties financières.

CHAPITRE 1.7 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.7.1. Modification du champ de l'autorisation

En application des dispositions des articles L. 181-14 et R. 181-45 du Code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet est portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

Article 1.7.2. Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.7.3. Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.7.4. Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées au chapitre 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Article 1.7.5. Changement d'exploitant

En application des articles L. 181-15, R. 181-47 et R. 512-68 du Code de l'environnement :

- lorsqu'une installation classée soumise à autorisation change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'exploitation ;
- lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Dans tous les cas, cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

Article 1.7.6. Cessation d'activité

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1 du Code de l'environnement, des terrains concernés du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 du Code de l'environnement, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

Le site est remis dans un état compatible avec un usage industriel. Sauf dans le cas où le repreneur d'une activité industrielle sur ce site souhaiterait les conserver, les lignes de traitement mécanique des déchets ainsi que toutes les installations et tous les équipements (hors bâtiments) liés aux activités précédemment exercées sont démantelés et évacués.

CHAPITRE 1.8 RÉGLEMENTATION

Article 1.8.1. Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous, dont la liste n'est pas exhaustive :

- règlement (CE) n° 1013/2006 du 14 juin 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant les transferts de déchets ;
- arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;
- arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ;
- arrêté ministériel du 23 mai 2016 relatif à la préparation des combustibles solides de récupération en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 17 décembre 2020 abrogeant l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence et modifiant une série d'arrêtés ministériels pour prendre en compte l'abrogation dudit arrêté ;
- arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 26 juin 2023 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du Code de l'environnement.

Article 1.8.2. Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code du travail et le Code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1. Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies dans le présent arrêté ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Article 2.1.2. Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Les consignes d'exploitation sont portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation des installations, et appliquées.

Article 2.1.3. Surveillance de l'exploitation

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits par son exploitation, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Article 2.1.4. Contrôle des accès

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie de manière à interdire toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. En dehors des périodes de fonctionnement, l'établissement est fermé par un portail à clé.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

Article 2.2.1. Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 PROPRETÉ ET INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

Article 2.3.1. Propreté

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

Article 2.3.2. Esthétique

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets,...

Article 2.3.3. Nettoyage et entretien de la voirie

Sous réserve de l'accord du gestionnaire du chemin de Charlemagne de la commune d'Elné, l'exploitant participe aux travaux de réfection et d'entretien du tronçon de ce chemin, utilisé pour accéder à son établissement, pour les désordres et salissures imputables à ses activités.

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Article 2.4.1. Danger ou nuisance non prévenu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

Article 2.5.1. Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement. Ces déclarations sont consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Article 2.6.1. Dossier « installations classées »

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initiale, ainsi que les éventuels dossiers de demande d'enregistrement et dossiers de déclaration ;
- les arrêtés préfectoraux (d'autorisation environnementale, de prescriptions complémentaires, de mise en demeure, etc.) relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS ET INFORMATIONS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION OU À TENIR À SA DISPOSITION

Article 2.7.1. Récapitulatif des documents et informations à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents et informations suivants :

Articles	Documents et informations concernés	Périodicités/échéances de transmission
1.7.1	Modification des installations	Avant la réalisation de la modification.
1.7.5	Changement d'exploitant	Dans les 3 mois suivant ce changement
1.7.6	Cessation d'activité	3 mois avant la date de cessation d'activité
2.5.1	Déclaration des accidents et incidents	Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées
9.9.8.3	Le rapport de l'état des perceptions olfactives	Dans le mois suivant la réalisation de l'état de perceptions olfactives.
10.1.4.2	Les résultats des mesures de rejets canalisés à l'atmosphère	Dans le mois suivant la réalisation des mesures.
10.1.4.3 et 7.2.3	Les résultats <u>de la 1^{re}</u> campagne de mesures du niveau de bruit et de l'émergence sont accompagnés, le cas échéant, de commentaires et propositions éventuelles d'amélioration. Les résultats des mesures des émissions sonores demandée par l'inspection des installations classées, suite à une plainte, accompagnés, le cas échéant, de commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.	Dans le mois suivant la réalisation des mesures.
11.1.1	Le premier rapport d'audit environnemental accompagné, le cas échéant, des mesures mises en place ou prévues pour lever les éventuelles non-conformités relevées, accompagnées d'un échéancier de	Dans le mois suivant son établissement

Articles	Documents et informations concernés	Périodicités/échéances de transmission
	réalisation	

Article 2.7.2. Récapitulatif des documents et informations tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les documents et informations suivants :

Articles	Documents et informations concernés
1.3.1	Le plan de localisation des différentes installations et activités visées dans le présent arrêté
2.5.1	Le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées
2.6.1	Le dossier « installations classées »
3.1.1	Les consignes d'exploitation
3.1.2	Le registre des incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conformes et les remèdes apportés
3.2.1	Le registre dans lequel sont consignés les résultats des contrôles périodiques des paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des rejets atmosphériques Le registre dans lequel sont consignés les incidents ayant entraîné le déclenchement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés
4.1.2	Le registre dans lequel sont consignés les résultats des contrôles annuels du fonctionnement des dispositifs de protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement
4.2.2	Le plan des réseaux d'alimentation en eau et de collecte des effluents
4.2.3	Le registre dans lequel sont consignés les résultats des contrôles du bon état et de l'étanchéité des réseaux de collecte des effluents aqueux
4.3.3.3	Le registre dans lequel sont consignés les résultats des entretiens et contrôles annuels effectués sur les débourbeurs/séparateurs d'hydrocarbures
5.1.6	Le registre chronologique des déchets sortants Les bordereaux électroniques et justificatifs correspondants pour l'expédition de déchets dangereux. La liste, tenue à jour, des transporteurs utilisés par l'exploitant. Les documents exigés par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.
8.2.1	Le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation.
8.2.2	L'inventaire, l'état des stocks et le plan de localisation des substances et mélanges dangereux
8.2.6	Les consignes de sécurité Les plans des locaux et de positionnement des équipements d'alerte et de lutte contre l'incendie
8.3.2	Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
8.3.4	Les rapports de vérification des installations électriques ainsi que la description et la date des interventions réalisées ou programmée pour remédier aux déficiences éventuelles relevées
8.3.5.1	L'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications
8.5.1	Le registre spécial sur lequel sont portés les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions
8.5.6	Les consignes particulières au transfert de produits dangereux à l'aide de réservoir mobiles
8.6.2	Les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Articles	Documents et informations concernés
9.1.2.2	La justification de l'application des mesures organisationnelles destinées à détecter un départ d'incendie
9.1.3.1	Le programme personnalisé de chaque agent amené à réaliser des opérations de gestions de déchets et, le cas échéant, leurs certificats d'aptitudes
9.9.4	Le recueil des cahiers des charges et des informations préalables reçues, précisant, le cas échéant, les motifs pour lesquels l'admission d'une matière ou d'un déchet a été refusée
9.9.7	Les compte-rendus d'analyses
9.9.8.4	Le registre des plaintes olfactives
10.1.4.1	Les résultats des mesures des rejets aqueux
10.1.4.3	Les résultats de la deuxième campagne de mesure du niveau de bruit et de l'émergence, et des suivantes
11.1.1	Le second rapport d'audit environnemental et les suivants

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Les effluents gazeux canalisés sont acheminés avant rejet vers une installation d'épuration des gaz.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article 3.1.2. Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3.1.3. Poussières et odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de poussières et gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

En cas de plainte pour nuisances olfactives imputables au fonctionnement de l'établissement, l'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Article 3.1.4. Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

Article 3.2.1. Dispositions générales

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches...).

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut

comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, sont aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions sont également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement sont contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le déclenchement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3.2.2. Conditions générales de rejet

Les points de rejets des poussières canalisées est limité aux exutoires du système d'aspiration de la ligne de préparation à la valorisation des déchets non dangereux et du système d'aspiration de la ligne de préparation des composés solides de récupération.

Article 3.2.3. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Point de rejet	Paramètre	Concentration (mg/Nm ³)
Exutoire du système d'aspiration de la ligne de préparation à la valorisation des déchets non dangereux	Poussières, y compris particules fines	100 mg/m ³ si le flux (total) horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h 40 mg/m ³ si le flux (total) horaire est supérieur à 1 kg/h
Exutoire du système d'aspiration de la ligne de préparation des composés solides de récupération	Poussières, y compris particules fines	100 mg/m ³ si le flux (total) horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h 40 mg/m ³ si le flux (total) horaire est supérieur à 1 kg/h

Article 3.2.4. Respect des valeurs limites

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur prescrite.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du Code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

Article 4.1.2. Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Le fonctionnement de ce ou ces dispositifs est contrôlé au moins une fois par an.

Le résultat de ces contrôles est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Article 4.2.1. Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Article 4.2.2. Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant. Ces documents sont tenus à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...);
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;

- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...);
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 4.2.3. Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. Ces réseaux sont entretenus.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Le résultat de ces contrôles est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Article 4.2.4. Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.5. Isolement avec les milieux

Des dispositifs permettent l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

Article 4.3.1. Identification des effluents et de leur exutoire

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

Type d'effluent	Équipements intermédiaires	Exutoire
Eaux vannes	-	Station de traitement des eaux urbaines d'Elne
Eaux météoriques susceptibles d'être polluées par contact avec des déchets Eaux météoriques tombées sur les toitures et voies de circulations de l'établissement, susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures	Bassin étanche n° 1b (430 m ³) comportant une vanne de fond communiquant avec le bassin n° 2 Bassin étanche n° 3 (860 m ³) comportant par une vanne de fond communiquant avec le bassin n° 2 Bassin étanche n° 2 (1 530 m ³) comportant une vanne de fond, reliée à un débourbeur/séparateur d'hydrocarbures avant rejet au milieu naturel	Aucun (eaux pompées) sauf cas d'épisode pluvieux exceptionnel (niveau de précipitations supérieur à 140 mm) où elles peuvent être rejetées au milieu naturel (canal d'Elne)

Type d'effluent	Équipements intermédiaires	Exutoire
Eaux de process (issues de la zone de déconditionnement des biodéchets)	Bassin étanche n° 1a (240 m ³)	Aucun (eaux pompées) sauf cas d'épisode pluvieux exceptionnel (niveau de précipitations supérieur à 140 mm), dans lequel ces eaux peuvent se retrouver dans les bassins étanches n° 1b (430 m ³), n° 2 (1 530 m ³) et n° 3 (860 m ³)

Article 4.3.2. Collecte des effluents

Les eaux vannes sont acheminées jusqu'à la station de traitement des eaux urbaines de la commune d'Elne via une pompe de relevage.

Les eaux de procédés provenant de l'aire de déconditionnement des biodéchets sont collectés via des caniveaux et acheminées jusqu'au bassin étanche n° 1a. Sans préjudice des mesures prévues par l'exploitant et rappelées à l'article 9.9.8.2, ces eaux sont pompées autant de fois que nécessaire pour limiter les odeurs. Elles sont évacuées du site et traitées comme des déchets. Toutes dispositions sont prises par l'exploitant pour éviter leur déversement accidentel durant leur transport.

Toutes les eaux recueillies :

- dans le bassin étanche n° 1a peuvent être déversées par surverse dans le bassin n° 1b ;
- dans le bassin étanche n° 1b et le bassin étanche n° 3 peuvent être déversées dans le bassin étanche 2 par action sur des vannes de fond à commande manuelle.

La sortie du débourbeur/séparateur d'hydrocarbures mentionnée à l'article 4.3.1 est raccordée à une conduite terminée par une vanne, avant rejet dans le canal d'Elne.

En période de fonctionnement normal de l'établissement toutes les vannes mentionnées ci-dessus sont conservées en position fermée.

Sauf évènement pluvieux exceptionnel (niveau de précipitations supérieur à 140 mm) pouvant entraîner un dépassement de la capacité totale des bassins, les eaux météoriques, quelle que soit leur origine, recueillies dans les bassins étanches de l'établissement sont pompées dès que leur niveau le permet, techniquement. Ces eaux sont évacuées de l'établissement et traitées comme des déchets. Toutes dispositions sont prises par l'exploitant pour éviter leur déversement accidentel durant leur transport.

Le rejet au milieu naturel des eaux (quelle que soit leur nature) recueillies dans les bassins étanches de l'établissement, n'est autorisé qu'après avoir préalablement vérifié qu'elles satisfont aux valeurs limites fixées à l'article 4.3.5 après passage dans le débourbeur/séparateur d'hydrocarbures situé en aval des bassins.

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Article 4.3.3. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Article 4.3.3.1 Conception

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Article 4.3.3.2 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Article 4.3.3.3 Séparateur d'hydrocarbure

Les débourbeurs et séparateurs d'hydrocarbure sont dimensionnés pour permettre le respect des valeurs limites de rejet conformément aux normes en vigueur.

Ils sont équipés d'un dispositif d'obturation automatique et d'une alarme permettant de signaler que le séparateur est saturé, en boues ou en hydrocarbures.

Le bon fonctionnement des débourbeurs et séparateurs d'hydrocarbures et de leur dispositif d'obturation automatique est contrôlé au moins une fois par an et vidangés autant que de besoin pour garantir leur efficacité.

Les entretiens et contrôles effectués sur ces équipements sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.3.4. Caractéristiques générales des rejets

Les effluents rejetés sont exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Article 4.3.5. Valeurs limites de rejets dans le milieu naturel

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux dans le milieu naturel, les valeurs limites en concentration suivantes :

Paramètre	Valeur
Température	≤ 30°C*
pH	compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
Couleur (modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange. Après établissement d'une corrélation avec la méthode utilisant des solutions témoins de platine-cobalt, la modification de couleur, peut, en tant que de besoin, également être déterminée à partir des densités optiques mesurées à trois longueurs d'ondes au moins, réparties sur l'ensemble du spectre visible et correspondant à des zones d'absorption maximale)	≤ 100 mg Pt/l
Matières en suspension (MEST)	≤ 100 mg/L
Demande chimique en oxygène (DCO), sur effluent non décanté	≤ 300 mg/L
Demande biologique en oxygène (DBO5), sur effluent non décanté	≤ 100 mg/L
Indice phénols	≤ 0,3 mg/L
Chrome hexavalent	≤ 0,1 mg/L
Cyanures totaux	≤ 0,1 mg/L
AOX	≤ 5 mg/L
Arsenic	≤ 0,1 mg/L
Hydrocarbures totaux	≤ 10 mg/L
Métaux totaux**	≤ 15 mg/L
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé, exprimé en N	30 mg/L
Phosphore total, exprimé en P	10 mg/L

* Sauf si la température en amont dépasse 30°C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont.

** Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

TITRE 5 - DÉCHETS PRODUITS DANS L'ÉTABLISSEMENT

Les prescriptions définies dans le présent chapitre s'appliquent uniquement aux déchets produits par le fonctionnement des installations présentent, et par l'exercice des activités réalisées au sein, de l'établissement. Elles ne s'appliquent pas aux déchets produits à l'extérieur de l'établissement et réceptionnés dans celui-ci, réglementés, le cas échéant, par des prescriptions particulières définies au titre 9 du présent arrêté.

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du Code de l'environnement :

1° En priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en

favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation ;

2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) L'élimination.

3° D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;

4° D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;

5° De contribuer à la transition vers une économie circulaire ;

6° D'économiser les ressources épuisables et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

Article 5.1.2. Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets sont classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du Code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis à l'article R. 541-8 du Code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-6 du Code de l'environnement. Elles sont remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des polychlorobiphényles (PCB).

Les déchets d'emballage visés par les articles R. 543-57 à R. 543-62 du Code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés sont éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-128-1 à R. 543-131 du Code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-140 du Code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations de traitement).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R. 543-171-1 et R. 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R. 543-195 à R. 543-200 du Code de l'environnement.

Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 5.1.4. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du Code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 5.1.5. Déchets traités à l'intérieur de l'établissement

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Article 5.1.6. Traçabilité et transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 31 mai 2021, susvisé.

En application des dispositions de l'article R. 541-45 du Code de l'environnement, chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur fait l'objet d'un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Les bordereaux électroniques et justificatifs correspondants sont conservés durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64-4 du Code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à jour.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 6 - SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 6.1.1. Identification des produits

Sans objet.

Article 6.1.2. Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Sans objet.

CHAPITRE 6.2 SUBSTANCE ET PRODUITS DANGEREUX POUR L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT

Article 6.2.1. Substances interdites ou restreintes

Sans objet.

Article 6.2.2. Substances extrêmement préoccupantes

Sans objet.

Article 6.2.3. Substances soumises à autorisation

Sans objet.

Article 6.2.4. Produits biocides - Substances candidates à substitution

Sans objet.

Article 6.2.5. Substances à impacts sur la couche d'ozone (et le climat)

Sans objet.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

CHAPITRE 7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 7.1.1. Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 7.1.2. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du Code de l'environnement, à

l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

Article 7.1.3. Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 7.2.1. Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 7.2.2. Niveaux limites de bruit en limites de propriété

Le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB_(A) pour la période de jour et 60 dB_(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Article 7.2.3. Mesures complémentaires des émissions sonores

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande de l'inspection des installations classées, si l'établissement fait l'objet de plaintes pour nuisances sonores imputables à son fonctionnement ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. Les résultats de la mesure réalisée sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 7.3 VIBRATIONS

Article 7.3.1. Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

CHAPITRE 7.4 ÉMISSIONS LUMINEUSES

Article 7.4.1. Émissions lumineuses

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux
- les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure du matin.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion. Toutefois, l'exploitant est tenu de s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

TITRE 8 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 8.1 PRINCIPES DIRECTEURS

Article 8.1.1.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 8.2 GÉNÉRALITÉS

Article 8.2.1. Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Article 8.2.2. Inventaire, stocks et localisation des substances et mélanges dangereux

L'exploitant établit et tient à jour :

- l'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité présente ou quantité maximale,

emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur ;

- un plan général des stockages de ces substances et mélanges dangereux.

Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Article 8.2.3. Propreté de l'installation

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 8.2.4. Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont nettement délimitées, maintenues en état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent y évoluer sans difficulté.

Article 8.2.5. Protection individuelle

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation.

En particulier, des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne susceptible d'intervenir en cas de sinistre.

Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces matériels.

Article 8.2.6. Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes de sécurité sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis feu » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 4.2.5,

- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie et leur localisation sur un plan de l'établissement,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Une copie de ces consignes, tenues à jour, est versée au dossier « installations classées », prévu à l'article 2.6.1

Article 8.2.6.1 Contenu du permis d'intervention, de feu

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tous travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

Article 8.2.7. Interdiction de feux

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

Article 8.2.8. Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Article 8.2.9. Travaux d'entretien et de maintenance

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Article 8.2.10. Étude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

CHAPITRE 8.3 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Article 8.3.1. Comportement au feu

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en

Article 8.3.2. Résistance au feu

Sauf dérogation prévue au titre 9, les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- l'ensemble de la structure est R15 ;
- les matériaux sont de classe A2s1d0 ;
- les toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOF (t3) ;

- les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.3.3. Intervention des services de secours

Article 8.3.3.1 Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 8.3.3.2 Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre des installations et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ces installations.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15%,
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée,
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum,
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie,
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie engin.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

Pour l'installation de compostage, une surface au moins équivalente à celle de l'andain de fermentation ou de maturation le plus important est maintenue libre en permanence dans l'enceinte de l'installation pour faciliter l'extinction en cas d'incendie.

Article 8.3.3.3 Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin,
- longueur minimale de 10 mètres,
- présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

Article 8.3.3.4 Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les zones où des atmosphères explosives peuvent se présenter, les appareils sont réduits au strict minimum.

Les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés dans les emplacements où des atmosphères explosives, peuvent se présenter sont sélectionnés conformément aux catégories prévues par la directive 2014/34/UE, sauf dispositions contraires prévues dans l'étude de dangers, sur la base d'une évaluation des risques correspondante.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Article 8.3.4. Installations électriques

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Les rapports de vérification des installations électriques et les informations relatives aux mesures correctives prises par l'exploitant pour lever d'éventuelles non-conformités décelées lors des vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.3.5. Protection contre la foudre

En application des dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, l'exploitant fait minima installer les dispositifs identifiés dans le rapport n° FCPM 2220112, révision A, daté du 1^{er} février 2022 de l'analyse du risque foudre et de l'étude technique réalisées par la société Foudre CONSULT, comme nécessaires à la protection de l'établissement contre la foudre.

Ces dispositifs sont installés avant le 1^{er} février 2024 par un organisme compétent. Les dispositifs mis en place répondent aux exigences de l'étude technique susmentionnée.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

L'analyse du risque foudre (ARF) mentionnée au premier alinéa du présent article est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles des installations au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Article 8.3.5.1 Entretien des protections contre la foudre

Une vérification visuelle des protections contre la foudre des installations est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de ces protections fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

CHAPITRE 8.4 SUBSTANCES RADIOACTIVES

Article 8.4.1.1 Équipement de détection de matières radioactives

Sans objet.

Article 8.4.1.2 Mesures prises en cas de détection de déchets radioactives

Sans objet.

CHAPITRE 8.5 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 8.5.1. Organisation de l'établissement

Une consigne écrite précise les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions sont notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.5.2. Étiquetage des substances et préparations dangereuses

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 litres portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

Article 8.5.3. Rétentions et confinement

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les capacités de rétention ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

Article 8.5.4. Réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Article 8.5.5. Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

Les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. D'une manière plus générale, les rétentions sont exemptes de tout élément pouvant réduire leur capacité.

Article 8.5.6. Transports - chargements - déchargements

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières, tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Article 8.5.7. Élimination des substances ou mélanges dangereux

L'élimination des substances ou mélanges dangereux récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

CHAPITRE 8.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

Article 8.6.1. Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à combattre ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces moyens de lutte contre l'incendie sont précisés ou complétés au chapitre 9.1.2.

Article 8.6.2. Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie ci-dessous selon la fréquence indiquée :

Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Extincteur	Annuelle
Robinets d'incendie armés (RIA)	Annuelle
Système d'extinction automatique à eau (sprinkler)	Semestrielle
Installation de détection incendie	Semestrielle
Installations de désenfumage	Annuelle
Portes coupe-feu	Annuelle

Les dates, les modalités de ces contrôles, les observations formulées et les suites données sont consignées sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 8.6.3. Protection des milieux récepteurs

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient

recupérées ou traitées pour prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement.

TITRE 9 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À TOUTES OU PARTIE DES INSTALLATIONS PRÉSENTES DANS L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 9.1 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT

Article 9.1.1. Déchets réceptionnés et gérés au sein de l'établissement, puis ré-expédiés

Les prescriptions des articles 9.1.1 à ci-dessous s'appliquent uniquement aux déchets réceptionnés et gérés au sein de l'établissement puis expédiés vers des installations tierces autorisées à les réceptionner ou à les traiter. Elles ne s'appliquent pas aux déchets produits par le fonctionnement des installations et activités de l'établissement, qui sont réglementés par les prescriptions du titre 5.

Article 9.1.1.1 Déchets admissibles

Seuls les produits et déchets figurant dans le tableau ci-dessous peuvent être réceptionnés dans l'établissement.

Désignation usuelle du déchet	Code du déchet
DÉCHETS PROVENANT DE L'AGRICULTURE, DE L'HORTICULTURE, DE L'AQUACULTURE, DE LA SYLVICULTURE, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE AINSI QUE DE LA PRÉPARATION ET DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS	02
Déchets de matières plastiques (à l'exclusion des emballages)	02 01 04
Déchets provenant de la préparation et de la transformation de la viande, des poissons et autres aliments d'origine animale	02 02
Matières impropres à la consommation ou à la transformation	02 02 03
Déchets non spécifiés ailleurs	02 02 99
Déchets provenant de la préparation et de la transformation des fruits, des légumes, des céréales, des huiles alimentaires, du cacao, du café, du thé et du tabac, de la production de conserves, de la production de levures et d'extraits de levures, de la préparation et de la fermentation de mélasses	02 03
Matières impropres à la consommation ou à la transformation	02 03 04
Déchets non spécifiés ailleurs	02 03 99
Déchets provenant de l'industrie des produits laitiers	02 05
Matières impropres à la consommation ou à la transformation	02 05 01
Déchets de boulangerie, pâtisserie, confiserie	02 06
Matières impropres à la consommation ou à la transformation	02 06 01
EMBALLAGES ET DÉCHETS D'EMBALLAGES, ABSORBANTS, CHIFFONS D'ESSUYAGE, MATÉRIAUX FILTRANTS ET VÊTEMENTS DE PROTECTION NON SPÉCIFIÉS AILLEURS	15
Emballages et déchets d'emballages (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément)	15 01
Emballages en matières plastiques	15 01 02
Emballages en bois	15 01 03

Désignation usuelle du déchet	Code du déchet
Emballages en mélange	15 01 06
<i>DÉCHETS NON DÉCRITS AILLEURS DANS LA LISTE</i>	<i>16</i>
<i>Véhicules hors d'usage de différents moyens de transport (y compris machines tous terrains) et déchets provenant du démontage de véhicules hors d'usage et de l'entretien de véhicules (sauf chapitres 13, 14, et sections 16 06 et 16 08)</i>	<i>16 01</i>
Pneus hors d'usage	16 01 03
Véhicules hors d'usage ne contenant ni liquides ni autres composants dangereux	16 01 06
Matières plastiques	16 01 19
<i>DÉCHETS DE CONSTRUCTION ET DE DÉMOLITION (Y COMPRIS DÉBLAIS PROVENANT DE SITES CONTAMINÉS)</i>	<i>17</i>
<i>Béton, briques, tuiles et céramiques</i>	<i>17 01</i>
Béton	17 01 01
Briques	17 01 02
Tuiles et céramiques	17 01 03
<i>Bois, verre et matières plastiques</i>	<i>17 02</i>
Bois	17 02 01
Verre	17 02 02
Matières plastiques	17 02 03
<i>Mélanges bitumineux, goudron et produits goudronnés</i>	<i>17 03</i>
Mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01	17 03 02
<i>Métaux (y compris leurs alliages)</i>	<i>17 04</i>
Cuivre, bronze, laiton	17 04 01
Aluminium	17 04 02
Plomb	17 04 03
Zinc	17 04 04
Fer et acier	17 04 05
Étain	17 04 06
Métaux en mélange	17 04 07
Câbles autres que ceux visés à la rubrique 17 04 10	17 04 11
<i>Terres (y compris déblais provenant de sites contaminés), cailloux et boues de dragage</i>	<i>17 05</i>
Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03	17 05 04
Boues de dragage autres que celles visées à la rubrique 17 05 05	17 05 06
Boues de dragage autres que celles visées à la rubrique 17 05 05	17 05 06
<i>Matériaux d'isolation et matériaux de construction contenant de l'amiante</i>	<i>17 06</i>
Matériaux de construction contenant de l'amiante	17 06 05*
Désignation usuelle du déchet	Code du déchet
<i>Matériaux de construction à base de gypse</i>	<i>17 08</i>
Matériaux de construction à base de gypse autres que ceux visés à la rubrique 17 08 01	17 08 02
<i>Autres déchets de construction et de démolition</i>	<i>17 09</i>
Déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03	17 09 04

Désignation usuelle du déchet	Code du déchet
DÉCHETS PROVENANT DES INSTALLATIONS DE GESTION DES DÉCHETS, DES STATIONS D'ÉPURATION DES EAUX USÉES HORS SITE ET DE LA PRÉPARATION D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE ET D'EAU À USAGE INDUSTRIEL	19
Déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple, tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs	19 12
Papier et carton	19 12 01
Métaux ferreux	19 12 02
Métaux non ferreux	19 12 03
Matières plastiques et caoutchouc	19 12 04
Verre	19 12 05
Bois autres que ceux visés à la rubrique 19 12 06	19 12 07
Textiles	19 12 08
Minéraux (par exemple sable, cailloux)	19 12 09
Déchets combustibles (combustible issu de déchets)	19 12 10
autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11	19 12 12
DÉCHETS MUNICIPAUX (DÉCHETS MÉNAGERS ET DÉCHETS ASSIMILÉS PROVENANT DES COMMERCES, DES INDUSTRIES ET DES ADMINISTRATIONS), Y COMPRIS LES FRACTIONS COLLECTÉES SÉPARÉMENT	20
Fractions collectées séparément (sauf section 15 01)	20 01
Papier et carton	20 01 01
Verre	20 01 02
Déchets de cuisine et de cantine biodégradables	20 01 08
Vêtements	20 01 10
Textiles	20 01 11
Huiles et matières grasses alimentaires	20 01 25
Peinture, encres, colles et résines autres que celles visées à la rubrique 20 01 27	20 01 28
Équipements électriques et électroniques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21, 20 01 23 et 20 01 35	20 01 36
Bois autre que ceux visés à la rubrique 20 01 37	20 01 38
Matières plastiques	20 01 39
Métaux	20 01 40
Autres fractions non spécifiées ailleurs	20 01 99
Déchets de jardins et de parcs (y compris les déchets de cimetière)	20 02
Déchets biodégradables	20 02 01
Terres et pierres	20 02 02

Désignation usuelle du déchet	Code du déchet
Autres déchets municipaux	20 03
Déchets municipaux en mélange	20 03 01
Déchets de marchés	20 03 02

Désignation usuelle du déchet	Code du déchet
Déchets de nettoyage des rues	20 03 03
Déchets encombrants	20 03 07
Déchets municipaux non spécifiés ailleurs	20 03 99

Est interdite l'admission des déchets et matières suivants :

- les déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement, autres que les déchets d'amiante lié et les déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport ;
- les sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 4 du règlement (CE) n° 1774/2002 modifié du 3 octobre 2002 ;
- les bois traités ;
- les déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;
- les déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés, même après prétraitement par désinfection.

Les déchets dangereux introduits accidentellement dans l'établissement sont traités comme les déchets produits par le fonctionnement l'établissement, dans les conditions fixées au titre 5 du présent arrêté.

Article 9.1.1.2 Procédure d'information préalable

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

a) Informations à fournir :

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

b) Essais à réaliser :

Les données concernant la composition du déchet et l'ampleur des essais requis en laboratoire dépendent du type de déchets. Notamment, les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les déchets non dangereux de même nature provenant d'autres origines (déchets de métaux et d'alliages de métaux, déchets de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles ou bois) ne nécessitent pas d'essais concernant le comportement à la lixiviation.

Pour les autres types de déchets, il convient de réaliser un essai de lixiviation selon les règles en vigueur. L'analyse des concentrations contenues dans le lixiviat porté sur les métaux (As, Cd, Cr total, Cu, Hg, Ni, Pb et Zn), les fluorures, l'indice phénols, les cyanures libres, les hydrocarbures totaux, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), les composés organiques halogénés (en AOX ou EOX). La siccité du déchet brut et sa fraction soluble sont également évaluées.

Les tests et analyses relatifs à l'information préalable peuvent être réalisés par le producteur du déchet, l'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri ou tout laboratoire compétent.

Il est possible de ne pas effectuer les essais après accord de l'inspection des installations classées dans les cas suivants :

- toutes les informations nécessaires à l'information préalable sont déjà connues et dûment justifiées ;
- le déchet fait partie d'un type de déchet pour lequel la réalisation des essais présente d'importantes difficultés ou entraînerait un risque pour la santé des intervenants ou, le cas échéant, pour lequel on ne dispose pas de procédure d'essai ;
- l'exploitant met en place une surveillance de l'ensemble des paramètres mentionnés dans l'article 17.

d) Dispositions particulières :

Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur de ces déchets informe l'exploitant des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.

Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule information préalable peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites montrant leur homogénéité.

Ces dispositions particulières ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de déchets.

L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.

Article 9.1.1.3 Procédure d'admission

Les déchets ne sont pas réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation.

Ils sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant. Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé au déposant, l'exploitant ou son représentant l'informe des filières existantes pour sa gestion.

L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets.

a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;
- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;
- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du Code de l'environnement et mentionné à l'article 9.1.1.6 ;
- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;

- réalise une pesée à leur entrée dans l'établissement. À défaut, le déposant est en mesure de justifier la masse de déchets qu'il apporte ;
- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux, le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception.

b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.

c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.

d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :

- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou
- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.

L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.

Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.

Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.

Article 9.1.1.4 Entreposage des déchets entrants et opérations de tri des déchets

Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement sur les aires, bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.

Les déchets d'amiante lié (déchets dangereux) sont réceptionnés par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant chargé de les entreposer dans un local dédié.

Les emballages ayant servi à l'apport de déchets d'amiante lié ne sont pas abandonnés en vrac dans le ou les box d'entreposage de ces déchets. Tout transvasement ou déconditionnement de déchets d'amiante lié est interdit. Tout emballage de déchets d'amiante lié détérioré est reconditionné ou renforcé. Un stock suffisant de produits de reconditionnement ou renforcement des emballages détériorés est conservé sur le site.

Les déchets émettant des gaz odorants susceptibles de gêner le voisinage ne sont pas entreposés plus de 48 heures.

Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs est réalisé quotidiennement pendant les heures d'ouvertures du public.

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée.

Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).

Article 9.1.1.5 Déchets sortants

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés au titre I^{er} et titre IV du livre V du Code de l'environnement.

Il s'assure que les entreprises de transport ainsi que les installations destinataires disposent des autorisations nécessaires à la reprise de tels déchets.

Les déchets dangereux sont étiquetés et portent en caractère lisible :

- la nature et le code des déchets conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- les symboles de dangers conformément à la réglementation en vigueur.

Les déchets sont périodiquement évacués vers les installations de traitement adaptées et autorisées à les recevoir. Les déchets ne sont pas entreposés plus de trois mois dans l'établissement.

Article 9.1.1.6 Registre des déchets

L'exploitant établit et tient à jour un ou plusieurs registres où sont consignés les déchets entrant et sortants de l'établissement.

Ce ou ces registres des déchets contiennent au moins les informations suivantes :

- la date de l'expédition ;
- le nom et l'adresse du destinataire ;
- la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du Code de l'environnement) ;
- pour les déchets dangereux, le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;
- l'identité du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.

Pour chaque déchet issu de bateaux de plaisance ou de sport reçu, le registre est complété des informations suivantes :

- la date de réception du déchet issu de bateaux de plaisance ou de sport ;
- le cas échéant, l'immatriculation du déchet issu de bateaux de plaisance ou de sport ;
- le nom et l'adresse de la personne expéditrice du déchet issu de bateaux de plaisance ou de sport ;
- la date de dépollution du déchet issu de bateaux de plaisance ou de sport ;
- le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du déchet issu de bateaux de plaisance ou de sport ;

Article 9.1.1.7 Transports

Le transport des déchets doit s'effectuer dans des conditions propres à empêcher les envols. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les déchets sortants du site devront être couverts d'une bâche ou d'un filet.

L'exploitant s'assurera que toutes les opérations de transport de déchets respectent ces dispositions ainsi que, le cas échéant, celles de l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuse par voies terrestres pour le transport des déchets dangereux. Il s'assure notamment de la validité des documents propres au véhicule et au personnel chargés du transport. Il remet au chauffeur les documents de transport correspondant aux déchets sortants.

L'expédition de déchet dangereux respecte la réglementation applicable aux circuits de traitement des déchets, et notamment les dispositions de l'article R. 541-43 du Code de l'environnement, qui prévoit une transmission par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre ou des registres des déchets, mentionnés à l'article 9.1.1.6, via un télé-service mis en place par le ministère chargé de l'environnement. La transmission des données a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

Article 9.1.2. Mesures de prévention du risque incendie et moyens spécifiques de lutte contre l'incendie

En application des dispositions des articles L. 512-7-3 et L. 512-10 du Code de l'environnement, l'exploitant est autorisé à déroger aux dispositions constructives des bâtiments relatives à la réaction au feu, à la résistance au feu et aux toitures et couvertures de toiture extérieures, respectivement définies aux articles 8.3.1 et 8.3.2, sous réserve de la réalisation des mesures prévues aux articles 9.1.2.1 à 9.1.2.4.

Article 9.1.2.1 Dispositions constructives

Bâtiment principal

Le bâtiment abritant la ligne de tri mécanique des déchets non dangereux, la ligne de production des composés solides de récupération et le local d'entreposage des déchets d'amiante lié est doté :

- sous toiture et sous machine, d'un système d'extinction automatique d'incendie, de type sprinkler, capable de détecter une élévation anormale de température ;
- d'une caméra thermique pour la surveillance du stock de composés solides de récupération ;
- d'un détecteur d'étincelle placé au sein du broyeur des composés solides de récupération ;
- de linéaires de détecteurs optiques de fumées ;

Les détecteurs d'élévation de température du système d'extinction automatique d'incendie, de type sprinkler, sont reliés à une centrale incendie indépendante de la centrale incendie à laquelle sont reliés le détecteur d'étincelle et les détecteurs optiques de fumées.

La mise à l'arrêt automatique de la ligne de préparation des composés solides de récupération est asservi au détecteur d'étincelle du broyeur des composés solides de récupération.

Ce dispositif est complété par 8 robinets d'incendie armés (RIA) répartis à l'intérieur et à l'extérieur (en façade) du bâtiment.

Article 9.1.2.2 Dispositions organisationnelles

Chaque jour, une vérification de l'absence de point chaud est effectuée au niveau des stocks travaillés ou alimentés durant la journée selon le principe suivant :

- examen à la caméra thermique par un opérateur désigné en fin de poste et marquage du point identifié en cas de détection d'un point à 80 °C ou plus ;

- nouveau passage 15 minutes après identification et intervention en cas d'augmentation de la température.

L'exploitant est en mesure de justifier à l'inspection des installations classées que ces mesures sont appliquées.

La hauteur des déchets entreposés dans les box est limitée. Un repère ou témoin physique indique la hauteur des déchets à ne pas dépasser.

Le pied des déchets qui sont entreposés dans les box n'empiètent pas sur les voies de circulation de l'établissement longeant ces box.

Article 9.1.2.3 Réserves d'eau pour la lutte contre l'incendie

L'établissement est doté de :

- d'une réserve d'eau de 435 m³ destinée à alimenter les dispositifs d'extinction automatique du bâtiment dans lequel sont exploitées les lignes de tri des déchets non dangereux et de fabrication des composés solides de récupération ;
- deux citernes de 120 m³ équipées de raccords normalisés. Ces citernes sont accessibles depuis la voie périphérique intérieure de l'établissement.

Article 9.1.2.4 Mise en station des échelles

Afin de permettre la mise en station d'échelles par les services de secours et d'incendie deux aires de 7 m x 10 m sont matérialisées au sol en façade Sud-Ouest du bâtiment dans lequel sont exploités les lignes de tri de déchets non dangereux et de fabrication des composés solides de récupération. Ces aires sont implantées à une distance d'environ 5 m de la façade ;

Les matérialisations au sol de ces aires comportent la mention « emplacement pompier – Interdiction de stationner ».

Article 9.1.3. Formation

Article 9.1.3.1 Formation spécifique aux opérations de gestion de déchets

Sans préjudice des prescriptions de l'article 8.2.8, l'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie.

L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.

L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :

- les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier ;
- les risques liés à la manipulation des déchets dangereux réceptionnés et stockés, y compris les risques d'incompatibilité ;
- le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ;
- la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ;
- la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ;
- les déchets et les filières de gestion des déchets ;
- les moyens de protection et de prévention ;
- les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ;
- une formation de base sur le transport des marchandises dangereuses par route (règlement ADR) ;

- les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site.

La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.

Le programme personnalisé de chaque agent et, le cas échéant, leurs certificats d'aptitudes sont versés au dossier « installations classées », prévu à l'article 2.71.

CHAPITRE 9.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES ÉQUIPEMENTS CONTENUS DANS LE BÂTIMENT ABRITANT LA LIGNE DE TRI MÉCANIQUE DES DÉCHETS NON DANGEREUX, LA LIGNE DE PRODUCTION DES COMPOSÉS SOLIDES DE RÉCUPÉRATION

Article 9.2.1. Mesures de limitation des poussières

Article 9.2.1.1 Captation et traitement des poussières des installations

Les poussières susceptibles d'être émises par :

- le broyeur ;
- la trémie d'alimentation ;
- le crible principal ;
- le séparateur aéraulique ;
- le séparateur optique ;
- et le convoyeur bi-canal ;

de la ligne de préparation des déchets non dangereux à la valorisation, sont captées à la source, canalisées, puis traitées par un système d'aspiration muni d'un filtre à manches.

Les poussières susceptibles d'être émises par le séparateur aéraulique et le broyeur affineur de la ligne de fabrication des composés solides de récupération, sont captées à la source, canalisées, puis traitées par un système d'aspiration muni d'un filtre à manches.

Chaque ligne dispose de son propre système d'aspiration et de filtre à manches.

Les poussières captées par les filtres à manches sont récupérées dans des bacs via un système d'écluses.

Article 9.2.1.2 Abattage des poussières diffuses

Pour les poussières diffuses ou n'ayant pu être captées à la source, dans le bâtiment abritant la ligne de préparation des déchets non dangereux à la valorisation et la ligne de fabrication des composés solides de récupération un système de brumisation couvre les abords des zones et équipements afin d'abattre les poussières diffuses. Les zones et équipements concernés par ce dispositif sont :

- la zone de déchargement au sol des déchets bruts ;
- la trémie d'alimentation du broyeur de la ligne de tri et de préparation des déchets à la valorisation ;
- la trémie d'alimentation principale de la ligne de tri et de préparation des déchets à la valorisation ;
- la trémie d'alimentation de la ligne de fabrication des composés solides de récupération ;
- la cabine de tri ;
- le tapis de sortie des fines.

CHAPITRE 9.3 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'INSTALLATION DE COLLECTE DE DÉCHETS D'AMIANTE LIÉ (DÉCHETS DANGEREUX) (Rub. 2710-1.b)

Article 9.3.1. Entreposage

Les déchets d'amiante lié réceptionnés dans l'établissement peuvent être entreposés dans un ou plusieurs box extérieurs, à condition :

- que ces déchets soient conditionnés de manière à éviter toute dispersion de fibres d'amiante dans l'environnement. Dans le cas contraire, les déchets d'amiante lié reçus en vrac sont emballés et étiquetés, conformément à la réglementation en vigueur avant dépôt dans le ou les box prévus à cet effet. L'exploitant met à disposition des producteurs de ces déchets et de son personnel les moyens d'ensachage des déchets, ainsi que les équipements de protection individuelle adéquats ;
- que le dépôt de ces déchets se fasse sous la surveillance d'agents formés sur les dangers et condition d'entreposage de ce type de déchets, notamment chargé de vérifier l'intégrité de leur conditionnement et, le cas échéant, de le renforcer ou réparer, d'appliquer un produit neutralisant/fixateur permettant éviter toute dispersion de fibres d'amiante dans l'environnement.

L'exploitant s'assure de disposer en permanence d'une quantité de produit neutralisant/fixateur suffisante.

CHAPITRE 9.4 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'INSTALLATION DE COLLECTE DE DÉCHETS NON DANGEREUX APPORTÉS PAR LE PRODUCTEUR INITIAL DE CES DÉCHETS (Rub. 2710-2.a)

Sans objet.

CHAPITRE 9.5 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX ACTIVITÉS DE DÉPOLLUTION, DÉMONTAGE OU DÉCOUPAGE DE BATEAUX HORS D'USAGE (Rub. 2712-3.b)

Article 9.5.1. Prévention des accidents et des pollutions

Article 9.5.1.1 Caractéristique des sols

Lorsque les déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport nécessitent une dépollution (présence de fluides), le sol des emplacements utilisés pour leur dépôt, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de leur dépollution sont imperméables et munis de rétention.

Article 9.5.2. Entreposage

Article 9.5.2.1 Entreposage des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport avant dépollution

L'empilement des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).

Les déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport non dépollués ne sont pas entreposés plus de 6 mois.

La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.

La zone d'entreposage des bateaux de plaisance ou de sport accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable.

Article 9.5.2.2 Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport

Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport sont entreposés à l'abri des intempéries sur des surfaces imperméables.

Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement, etc.) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.

Les pièces grasses extraites des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport (boîtes de vitesses, moteurs, etc.) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.

Les produits pyrotechniques (fumigènes, feux à mains, fusées de détresse) sont retirés sans délai en vue d'être remis à la filière des déchets ménagers issus de produits chimiques pouvant présenter un risque significatif pour la santé et l'environnement.

Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation.

L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.

Les déchets susceptibles de contenir de l'amiante sont stockés séparément, dans des emballages marqués et dans des conditions empêchant la dispersion des fibres.

Article 9.5.2.3 Entreposage des carcasses provenant des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport après dépollution :

Les carcasses dépolluées peuvent être empilées dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement et pour une période qui ne peut excéder 12 mois. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.

Article 9.5.3. Dépollution, démontage et découpage

L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries. Seul le personnel habilité par l'exploitant peut réaliser les opérations de dépollution. La dépollution s'effectue avant tout autre traitement.

Article 9.5.3.1 L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes

- les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigel, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ou retirés ;
- les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 39 du présent arrêté ;
- les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les signaux de détresse ou les prétensionneurs pyrotechniques, sont retirés ou neutralisés ;
- les éléments filtrants contenant des fluides sont retirés ;
- les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure et les batteries ;
- les pots de peinture et les solvants sont retirés.

Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.

Article 9.5.3.2 Opérations après dépollution

L'aire dédiée aux activités de cisailage et de pressage sont distantes des autres aires d'au moins 4 mètres. Ces opérations ne s'effectuent que sur des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport dépollués.

Le sol de ces aires est imperméable et muni de rétention.

CHAPITRE 9.6 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE TRANSIT, REGROUPEMENT, TRI OU PRÉPARATION EN VUE DE RÉUTILISATION DE DÉCHETS DE MÉTAUX NON DANGEREUX, D'ALLIAGE DE MÉTAUX OU DE DÉCHETS DE MÉTAUX NON DANGEREUX (Rub. 2713-2)

Sans objet

CHAPITRE 9.7 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'INSTALLATION DE TRANSIT, REGROUPEMENT, TRI OU PRÉPARATION EN VUE DE RÉUTILISATION DE DÉCHETS NON DANGEREUX DE PAPIERS/CARTONS, PLASTIQUES, CAOUTCHOUC, TEXTILES, BOIS (Rub. 2714-1)

Sans objet

CHAPITRE 9.8 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'INSTALLATION DE TRANSIT, REGROUPEMENT, TRI OU PRÉPARATION EN VUE DE RÉUTILISATION DE DÉCHETS NON DANGEREUX NON INERTES (Rub. 2716-1)

Sans objet

CHAPITRE 9.9 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'INSTALLATION DE DÉCONDITIONNEMENT DE BIODÉCHETS (Rub. 2783-1)

Article 9.9.1. Implantation

La partie de l'établissement dans laquelle est réalisée l'activité de déconditionnement des biodéchets comporte, a minima :

- un box de réception/tri/contrôle/entreposage des matières entrantes ;
- un déconditionneur des biodéchets ;
- un conteneur de réception des refus de déconditionnement avant expédition le cas échéant ;
- un conteneur d'entreposage de la pulpe de déconditionnement.

Article 9.9.2. Dispositifs de rétention.

Le sol du box de réception/tri/contrôle/entreposage des matières entrantes, les dalles sur lesquelles sont exploités le déconditionneur des biodéchets, le conteneur de réception des refus de déconditionnement et le conteneur d'entreposage de la pulpe de déconditionnement sont étanches.

Les égouttures et jus organiques écoulés sur ces aires étanches sont collectés par des caniveaux dont l'exutoire se déverse dans le bassin de rétention étanche n° 1a de l'établissement.

Article 9.9.3. Nature des déchets entrants

Ne sont admis dans l'installation que les biodéchets dont la valorisation nécessite un déconditionnement, à l'exclusion :

- des déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- des sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 8 du règlement (CE) n° 1069/2009 du 21 octobre 2009 précité ;
- des déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;
- des déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés, même après prétraitement par désinfection.

Les déchets conditionnés dans des emballages en verre peuvent être admis mais doivent être traités par lots, sans être mélangés à d'autres flux de déchets.

Les biodéchets non emballés peuvent être introduits dans le procédé de déconditionnement.

Tout mélange de déchets dans le seul but de diluer les polluants ou impuretés est interdit.

Une inspection visuelle est menée sur chaque chargement de déchets arrivant sur le site de l'installation. Les déchets ne respectant pas les critères mentionnés dans le présent article sont retournés à leur expéditeur ou envoyés vers une installation autorisée à les gérer. Une zone est prévue pour leur entreposage avant expédition.

Une inspection visuelle est également menée avant le déconditionnement. Les déchets autres que ceux autorisés présents accidentellement sont retirés avant le déconditionnement et gérés comme refus de déconditionnement.

Article 9.9.4. Information préalable sur les matières à traiter

L'exploitant élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des déchets admissibles. Avant la première admission d'un déchet dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet ou à la collectivité en charge de la collecte une information préalable sur la nature et l'origine du déchet et sa conformité par rapport au cahier des charges. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des cahiers des charges et des informations préalables qui lui ont été adressées, et précise, le cas échéant, les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'une matière ou d'un déchet.

Chaque admission de déchets donne lieu au contrôle de leur conformité aux informations mentionnées sur le document d'information préalable. Les déchets non conformes sont retournés à leur expéditeur ou envoyés vers une installation autorisée à les gérer. Une zone est prévue pour leur entreposage avant expédition.

Article 9.9.5. Traçabilité des déchets.

Les matières et déchets reçus font l'objet d'une pesée préalable hors site ou lors de l'admission.

L'exploitant tient le registre prévu par le I de l'article R. 541-43 du Code de l'environnement et dont le contenu est précisé par les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé. Il y ajoute l'identité des transporteurs des déchets. En outre, la durée de conservation des données de trois ans prévue par le premier alinéa de ce I est portée à dix ans pour les déchets sortants orientés dans une filière impliquant un retour au sol.

Les livraisons refusées sont également signalées dans ce registre, avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets refusés indiquée par le producteur ou la collectivité chargée de la collecte de ces déchets.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle visées à l'article L. 255-17 du Code rural et de la pêche maritime.

Article 9.9.6. Conditions d'entreposage et temps de séjour des déchets

Les systèmes de réception sont configurés de manière à permettre l'extraction de matières non-conformes aux dispositions de l'article 9.9.4 directement après leur déchargement, pour réorientation vers une solution de gestion conforme aux dispositions du titre I^{er} et du titre IV du livre V du Code de l'environnement.

Les déchets entrants entreposés dans l'établissement, avant leur prise en charge ou leur réorientation vers une autre solution de gestion, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau de l'entreposage des déchets entrants ou après déconditionnement. En particulier, la hauteur maximale des dépôts de matières fermentescibles non emballées lors de ces phases est limitée à trois mètres.

La durée maximale d'entreposage des matières entrantes et des pulpes organiques est fixée à 48 heures en conditions normales, avec une tolérance à 72 heures le week-end ou les jours fériés.

La durée maximale d'entreposage prévue par le précédent alinéa peut être prolongée pour les produits alimentaires de longue conservation conditionnés dans des emballages hermétiques, sous réserve de conditions d'entreposage de nature à ne pas en altérer l'intégrité et à ne pas générer de nuisances, notamment olfactives.

L'exploitant prend toutes dispositions pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des animaux nuisibles.

Les refus de tri, notamment ceux issus du déconditionnement, sont évacués régulièrement et sont stockés temporairement en enceinte fermée (benne, compacteur, ...) avant leur évacuation.

En cas d'indisponibilité prolongée des installations, les différents déchets (biodéchets bruts, pulpe organique, refus de tri) sont acheminés vers une installation dûment autorisée à les prendre en charge aussi rapidement que possible, et en tout état de cause dans un délai n'excédant pas 72 heures. Durant ce laps de temps, l'exploitant met en place des mesures de gestion adaptées permettant de limiter l'apparition de nuisances olfactives pour le voisinage.

Les aires d'entreposage de matières entrantes susceptibles de générer une pollution des eaux ou des sols, ainsi que les aires d'entreposage de pulpe organique, sont abritées des eaux pluviales.

Les aires d'entreposage visées à l'alinéa précédent doivent en outre faire l'objet de mesures organisationnelles prenant en compte les événements météorologiques d'intensité décennale afin d'éviter les débordements ou l'apparition de conditions anaérobies.

Article 9.9.7. Teneurs maximales en impuretés

Les pulpes organiques respectent les teneurs maximales en inertes et impuretés suivantes :

Inertes et impuretés	Plastique > 2 mm	Verre > 2 mm	Métaux > 2 mm	Plastique + verre + métaux > 2 mm
Teneurs maximales (g/kg de matière sèche)	3	3	3	5

La norme d'analyse utilisée doit être fiable et reproductible. Les méthodes publiées par le comité européen de normalisation sont présumées répondre à ces deux exigences.

L'exploitant organise à fréquence trimestrielle au minimum, ou lors de toute modification notable d'approvisionnement en matières entrantes, une analyse des pulpes organiques selon un protocole d'échantillonnage destiné à assurer une bonne représentativité de la mesure, dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Lorsque les pulpes organiques sont issues d'un déconditionnement par lots en application des dispositions de l'article 15 du présent arrêté, les dispositions du présent article doivent être respectées avant tout mélange en vue de leur valorisation organique.

En cas de non-conformité, l'exploitant en identifie les causes et met en place des mesures correctives adaptées. Une nouvelle analyse est alors réalisée sur le premier lot de production suivant la remise en service des équipements de déconditionnement.

Un bilan des non-conformités et des quantités correspondantes est joint au compte-rendu d'analyse.

Ces compte-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 9.9.8. Limitation des odeurs

Article 9.9.8.1 Dispositions générales

Les installations sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que les émissions d'odeurs soient aussi réduites que possible, tant au niveau de la réception, de l'entreposage ou du transfert des matières entrantes, qu'à celui du procédé de déconditionnement et qu'à celui de l'entreposage des matières issues de ce procédé, notamment la pulpe organique. A cet effet :

- les contenants de biodéchets susceptibles de générer des jus sont étanches ;
- les bennes des véhicules de transfert de biodéchets non conditionnés dans les conditions prévues par le précédent alinéa sont étanches et fermées ou bâchées ;
- toutes mesures sont prises par l'exploitant pour contenir les émanations d'odeurs à l'intérieur de son établissement ;
- les contenants ou ouvrages de rétention sont lavés quotidiennement ou à chaque usage ;
- l'entreposage de la pulpe organique et des éventuelles fractions liquides issues des biodéchets est réalisé dans des cuves ou des fosses étanches fermées ou couvertes.

Article 9.9.8.2 Mesures techniques et organisationnelles

Mesures techniques

Les biodéchets sont réceptionnés et triés à l'intérieur d'un box extérieur couvert et muni d'un rideau permettant de le fermer en dehors des périodes d'activité. À la fin de la journée, aucun biodéchet non traité n'est entreposé en dehors de ce box.

En dehors des périodes d'activité, les emballages issus du déconditionneur, encore humides, ressuient dans un box muni d'un rideau. L'éventuel surplus est entreposé dans une benne étanche équipée d'une bâche amovible.

Les jus issus du déconditionneur sont entreposés dans un conteneur étanche fermé par une bâche amovible, en dehors des périodes d'activité.

Un dispositif de traitement de l'air constitué d'un linéaire de rampe de brumisation d'un neutralisant d'odeur forme une barrière anti-odeur couvre le box de biodéchets, le déconditionneur, le conteneur dans lequel ressuient les emballages encore humides et le bassin n° 1a de l'établissement. L'exploitant s'assure de disposer en permanence de produit neutralisant en quantité suffisante.

Mesures organisationnelles

Chaque fin de journée :

- s'ils sont vides, le box de réception et de tri des biodéchets, les conteneurs des emballages et des jus sont nettoyés à l'eau ;
- le déconditionneur et les aires de travail et les caniveaux auxquels elles sont reliées sont nettoyées à l'eau.

Les liquides de ressuyage collectés dans le bassin n°1a sont pompés 2 à 3 fois par semaine et évacués de l'établissement par citerne agricole fermée.

Chaque fin de semaine, un nettoyage plus approfondi est réalisé afin de prévenir l'émission d'odeurs durant le week-end.

Toutes ces opérations de nettoyage font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Les éléments justifiant que les opérations de nettoyages que l'exploitant a définies sont effectivement réalisées sont conservés pendant une période minimale de 3 mois et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 9.9.8.3 Surveillance des émissions olfactives

Dans l'année suivant la date de signature du présent arrêté, l'exploitant fait réaliser par un organisme compétent un état des perceptions olfactives présentes dans l'environnement.

Cet état des perceptions olfactives :

- est réalisé durant une période de fonctionnement représentative de l'activité de déconditionnement de biodéchets ;
- comporte a minima un point de mesure en limite :
 - de la résidence « L'Odyssée » et du mas « Noell » à Saint-Cyprien ;
 - du collège Paul Langevin à Elne ;
 - l'intensité des odeurs imputables à l'activité de déconditionnement de biodéchets au niveau de ces points est mesurée selon la norme NF X 43-103.

Le rapport de l'état des perceptions olfactives qualifie (selon la norme NF X 43-103) pour chacun des points de mesure susmentionnés le niveau d'intensité des odeurs imputables à l'activité de déconditionnement de biodéchets. Ce rapport est transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant la réalisation de l'état des perceptions olfactives.

Article 9.9.8.4 Registre de plaintes

L'exploitant met en place un registre de plaintes pour nuisances olfactives.

Dans ce registre sont consignés :

- l'identité du plaignant, si elle est connue ;
- la date et l'heure de la réception de la plainte ;
- les conditions climatiques (force et direction du vent, niveau d'hygrométrie de l'air) au moment de la plainte ;
- la ou les causes des nuisances, si celles-ci ont pu être identifiées ;
- la date et l'heure des actions éventuellement mises en œuvre pour remédier à la nuisance ;
- la date et le contenu synthétique de la réponse faite au plaignant, si son identité est connue ;
- la date et l'heure de clôture de la plainte.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 9.10 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'INSTALLATION DE TRAITEMENT DE DÉCHETS NON DANGEREUX (Rub. 2791-1)

Article 9.10.1. Mesures de limitation des nuisances sonores

Les équipements de la ligne de tri de préparation des déchets à la valorisation et de la ligne de fabrication de composés solides de récupération susceptibles de générer les nuisances sonores les plus importantes sont capotés et carénés.

Dans le cas où le fonctionnement du broyeur affineur de la ligne de fabrication des composés solides de récupération et les ventilateurs d'aspiration du système de traitement des poussières, qui se trouvent à l'extérieur du bâtiment générerait des nuisances sonores susceptibles de conduire à un dépassement des valeurs limites d'émission sonore et d'incommoder les riverains, l'exploitant met en œuvre, dans les meilleurs délais, des mesures (réduction de l'activité, installation de silencieux, baffles acoustiques, ou tout autre dispositif, etc).

Article 9.10.2. Fabrication de composés solides de récupération

Pour la fabrication de composés solides de récupérations en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 mai 2016 mentionné à l'article 1.8.1.

TITRE 10 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 10.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Article 10.1.1. Principe et objectifs

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

Article 10.1.2. Contrôles et analyses supplémentaires

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du Code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de

l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

Article 10.1.3. Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Les résultats de l'auto surveillance sont transmis ou tenus à la disposition de l'inspection des installations classées selon les modalités définies aux articles 10.1.4.1 à 10.1.4.3.

Article 10.1.4. Modalités d'exercice et contenu minimal du programme d'auto surveillance

Article 10.1.4.1 Surveillance des rejets aqueux

Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 4.3.5 est effectuée au moins tous les 3 ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Cette mesure est réalisée au point de mesure se trouvant entre le débourbeur/séparateur d'hydrocarbure et la vanne située immédiatement à l'amont de l'exutoire au milieu naturel (canal d'Elne)

Elle est effectuée sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

La première mesure est réalisée dans l'année suivant la notification du présent arrêté.

Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 10.1.4.2 Surveillance des rejets atmosphériques

L'exploitant réalise une mesure des rejets atmosphériques de son établissement pour les paramètres, points de mesures et fréquences précisés dans le tableau ci-dessous.

Point de mesure	Paramètre	Fréquence
Exutoire des rejets canalisés à l'atmosphère de la ligne de préparation à la valorisation des déchets non dangereux	Flux total horaire (en kg/h)	semestrielle
	Poussières totales (en mg/m ³)	
Exutoire des rejets canalisés à l'atmosphère de la ligne de préparation des composés solides de récupération	Flux total horaire (en kg/h)	semestrielle
	Poussières totales (en mg/m ³)	

Si, à l'issue de 3 mesures consécutives, les concentrations des poussières totales sont inférieures aux valeurs limites d'émission fixées à l'article 3.2.3, la fréquence des mesures devient annuelle.

Par la suite, si les concentrations des poussières totales mesurées excèdent les valeurs limites d'émission fixées à l'article 3.2.3, la fréquence redevient semestrielle pendant 3 mesures consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réalisation.

Article 10.1.4.3 Surveillance des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date de notification du présent arrêté puis au moins tous les 3 ans. La première de ces mesures comporte obligatoirement un point de mesure en limite de propriété du mas « Noell » à Saint-Cyprien.

Les mesures du niveau de bruit et de l'émergence sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997, visé à l'article 1.8.1. Elles sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Les résultats de la première mesure du niveau de bruit et de l'émergence sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réalisation avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Les résultats des mesures du niveau de bruit et de l'émergence, suivantes, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 10.2 BILAN PÉRIODIQUE

Article 10.2.1. Déclaration dans l'application de gestion électronique des rejets et émissions polluantes (GEREP)

Chaque année, l'exploitant déclare dans l'application de gestion électronique des rejets et émissions polluantes (GEREP), les informations précisées dans l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé.

L'exploitant effectue la déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets de l'année N avant le 31 mars N + 1.

TITRE 11 - VÉRIFICATION DU RESPECT DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES À L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 11.1 AUTO CONTRÔLE

Article 11.1.1. Rapport d'audit environnemental

Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions du présent arrêté est périodiquement effectuée, à une fréquence n'excédant pas 3 ans.

L'inspection des installations classées pourra demander que ces vérifications soient réalisées par un organisme extérieur compétent et indépendant.

Les résultats de ces vérifications sont versés au dossier « installations classées », prévu à l'article 2.6.1 et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant met en œuvre, dans les meilleurs délais, les mesures nécessaires pour remédier aux éventuels écarts ou non-conformités relevées lors de ces audits.

En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant.

Le premier audit de vérification est réalisé par un organisme extérieur compétent et indépendant dans un délai n'excédant pas un an à compter de la notification du présent arrêté. Ce premier rapport d'audit est transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant son établissement. Dans le cas où l'audit fait état d'écarts ou non-conformités, l'exploitant accompagne

sa transmission des mesures qu'il prévoit de mettre en œuvre pour y remédier, assorties d'un échéancier de réalisation.

TITRE 12 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – EXÉCUTION ET PUBLICITÉ

CHAPITRE 12.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier (34000) 6 rue Pitot, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>:

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

CHAPITRE 12.2 EXÉCUTION ET PUBLICITÉ

Le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le Maire de la commune d'Elne, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont une copie sera adressée :

- au Maire de la commune d'Elne ;
- à la société PATRICK TUBERT ;
- au Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général,

← Bruno BERTHET

TABLE DES MATIÈRES

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	6
CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	6
Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation.....	6
Article 1.1.2. Suppression de prescriptions d'actes antérieurs.....	6
Article 1.1.3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement.....	6
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....	7
Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	7
Article 1.2.2. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature de l'eau.....	9
Article 1.2.3. Situation de l'établissement.....	10
CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION, D'ENREGISTREMENT OU DE DÉCLARATION.....	10
Article 1.3.1. Conformité des installations.....	10
CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION.....	10
Article 1.4.1. Durée de l'autorisation et caducité.....	10
CHAPITRE 1.5 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT.....	10
Article 1.5.1. Implantation et isolement du site.....	10
CHAPITRE 1.6 GARANTIES FINANCIÈRES.....	10
Article 1.6.1. Garanties financières conditionnant la mise en service de certaines activités et installations classées.....	10
CHAPITRE 1.7 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....	11
Article 1.7.1. Modification du champ de l'autorisation.....	11
Article 1.7.2. Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact.....	11
Article 1.7.3. Équipements abandonnés.....	11
Article 1.7.4. Transfert sur un autre emplacement.....	11
Article 1.7.5. Changement d'exploitant.....	11
Article 1.7.6. Cessation d'activité.....	11
CHAPITRE 1.8 RÉGLEMENTATION.....	12
Article 1.8.1. Réglementation applicable.....	12
Article 1.8.2. Respect des autres législations et réglementations.....	12
TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	13
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	13
Article 2.1.1. Objectifs généraux.....	13
Article 2.1.2. Consignes d'exploitation.....	13
Article 2.1.3. Surveillance de l'exploitation.....	13
Article 2.1.4. Contrôle des accès.....	13
CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....	14
Article 2.2.1. Réserves de produits.....	14
CHAPITRE 2.3 PROPRETÉ ET INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	14
Article 2.3.1. Propreté.....	14
Article 2.3.2. Esthétique.....	14
Article 2.3.3. Nettoyage et entretien de la voirie.....	14
CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU.....	14
Article 2.4.1. Danger ou nuisance non prévenu.....	14
CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	14
Article 2.5.1. Déclaration et rapport.....	14
CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	15
Article 2.6.1. Dossier « installations classées ».....	15
CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS ET INFORMATIONS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION OU À TENIR À SA DISPOSITION.....	15
Article 2.7.1. Récapitulatif des documents et informations à transmettre à l'inspection.....	15
Article 2.7.2. Récapitulatif des documents et informations tenus à la disposition de l'inspection.....	16
TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	17
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	17
Article 3.1.1. Dispositions générales.....	17
Article 3.1.2. Pollutions accidentelles.....	18
Article 3.1.3. Poussières et odeurs.....	18
Article 3.1.4. Voies de circulation.....	18

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET.....	18
Article 3.2.1. Dispositions générales.....	18
Article 3.2.2. Conditions générales de rejet.....	19
Article 3.2.3. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques.....	19
Article 3.2.4. Respect des valeurs limites.....	19
TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	20
CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	20
Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau.....	20
Article 4.1.2. Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement.....	20
CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	20
Article 4.2.1. Dispositions générales.....	20
Article 4.2.2. Plan des réseaux.....	20
Article 4.2.3. Entretien et surveillance.....	21
Article 4.2.4. Protection des réseaux internes à l'établissement.....	21
Article 4.2.5. Isolement avec les milieux.....	21
CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	21
Article 4.3.1. Identification des effluents et de leur exutoire.....	21
Article 4.3.2. Collecte des effluents.....	22
Article 4.3.3. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	23
Article 4.3.3.1 Conception.....	23
Article 4.3.3.2 Aménagement des points de prélèvements.....	23
Article 4.3.3.3 Séparateur d'hydrocarbure.....	23
Article 4.3.4. Caractéristiques générales des rejets.....	23
Article 4.3.5. Valeurs limites de rejets dans le milieu naturel.....	23
TITRE 5 - DÉCHETS PRODUITS DANS L'ÉTABLISSEMENT.....	24
CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION.....	24
Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets.....	24
Article 5.1.2. Séparation des déchets.....	25
Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets.....	26
Article 5.1.4. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement.....	26
Article 5.1.5. Déchets traités à l'intérieur de l'établissement.....	26
Article 5.1.6. Traçabilité et transport.....	26
TITRE 6 - SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES.....	27
CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	27
Article 6.1.1. Identification des produits.....	27
Article 6.1.2. Étiquetage des substances et mélanges dangereux.....	27
CHAPITRE 6.2 SUBSTANCE ET PRODUITS DANGEREUX POUR L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT.....	27
Article 6.2.1. Substances interdites ou restreintes.....	27
Article 6.2.2. Substances extrêmement préoccupantes.....	27
Article 6.2.3. Substances soumises à autorisation.....	27
Article 6.2.4. Produits biocides - Substances candidates à substitution.....	27
Article 6.2.5. Substances à impacts sur la couche d'ozone (et le climat).....	27
TITRE 7 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES.....	27
CHAPITRE 7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	27
Article 7.1.1. Aménagements.....	27
Article 7.1.2. Véhicules et engins.....	27
Article 7.1.3. Appareils de communication.....	28
CHAPITRE 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	28
Article 7.2.1. Valeurs Limites d'émergence.....	28
Article 7.2.2. Niveaux limites de bruit en limites de propriété.....	28
Article 7.2.3. Mesures complémentaires des émissions sonores.....	28
CHAPITRE 7.3 VIBRATIONS.....	28
Article 7.3.1. Vibrations.....	28
CHAPITRE 7.4 ÉMISSIONS LUMINEUSES.....	29
Article 7.4.1. Émissions lumineuses.....	29
TITRE 8 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	29
CHAPITRE 8.1 PRINCIPES DIRECTEURS.....	29
CHAPITRE 8.2 GÉNÉRALITÉS.....	29
Article 8.2.1. Localisation des risques.....	29
Article 8.2.2. Inventaire, stocks et localisation des substances et mélanges dangereux.....	29

Article 8.2.3. Propreté de l'installation.....	30
Article 8.2.4. Circulation dans l'établissement.....	30
Article 8.2.5. Protection individuelle.....	30
Article 8.2.6. Consignes de sécurité.....	30
Article 8.2.6.1 Contenu du permis d'intervention, de feu.....	31
Article 8.2.7. Interdiction de feux.....	31
Article 8.2.8. Formation du personnel.....	31
Article 8.2.9. Travaux d'entretien et de maintenance.....	32
Article 8.2.10. Étude de dangers.....	32
CHAPITRE 8.3 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES.....	32
Article 8.3.1. Comportement au feu.....	32
Article 8.3.2. Résistance au feu.....	32
Article 8.3.3. Intervention des services de secours.....	33
Article 8.3.3.1 Accessibilité.....	33
Article 8.3.3.2 Accessibilité des engins à proximité de l'installation.....	33
Article 8.3.3.3 Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site.....	33
Article 8.3.3.4 Matériels utilisables en atmosphères explosibles.....	34
Article 8.3.4. Installations électriques.....	34
Article 8.3.5. Protection contre la foudre.....	34
Article 8.3.5.1 Entretien des protections contre la foudre.....	34
CHAPITRE 8.4 SUBSTANCES RADIOACTIVES.....	35
Article 8.4.1.1 Équipement de détection de matières radioactives.....	35
Article 8.4.1.2 Mesures prises en cas de détection de déchets radioactives.....	35
CHAPITRE 8.5 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	35
Article 8.5.1. Organisation de l'établissement.....	35
Article 8.5.2. Étiquetage des substances et préparations dangereuses.....	35
Article 8.5.3. Réentions et confinement.....	35
Article 8.5.4. Réservoirs.....	36
Article 8.5.5. Règles de gestion des stockages en rétention.....	36
Article 8.5.6. Transports - chargements - déchargements.....	36
Article 8.5.7. Élimination des substances ou mélanges dangereux.....	37
CHAPITRE 8.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS.....	37
Article 8.6.1. Moyens de lutte contre l'incendie.....	37
Article 8.6.2. Vérification périodique et maintenance des équipements.....	37
Article 8.6.3. Protection des milieux récepteurs.....	37
TITRE 9 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À TOUTES OU PARTIE DES INSTALLATIONS PRÉSENTES DANS L'ÉTABLISSEMENT.....	38
CHAPITRE 9.1 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT.....	38
Article 9.1.1. Déchets réceptionnés et gérés au sein de l'établissement, puis ré-expédiés.....	38
Article 9.1.1.1 Déchets admissibles.....	38
Article 9.1.1.2 Procédure d'information préalable.....	41
Article 9.1.1.3 Procédure d'admission.....	42
Article 9.1.1.4 Entreposage des déchets entrants et opérations de tri des déchets.....	43
Article 9.1.1.5 Déchets sortants.....	44
Article 9.1.1.6 Registre des déchets.....	44
Article 9.1.1.7 Transports.....	45
Article 9.1.2. Mesures de prévention du risque incendie et moyens spécifiques de lutte contre l'incendie.....	45
Article 9.1.2.1 Dispositions constructives.....	45
Article 9.1.2.2 Dispositions organisationnelles.....	45
Article 9.1.2.3 Réserves d'eau pour la lutte contre l'incendie.....	46
Article 9.1.2.4 Mise en station des échelles.....	46
Article 9.1.3. Formation.....	46
Article 9.1.3.1 Formation spécifique aux opérations de gestion de déchets.....	46
CHAPITRE 9.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES ÉQUIPEMENTS CONTENUS DANS LE BÂTIMENT ABRITANT LA LIGNE DE TRI MÉCANIQUE DES DÉCHETS NON DANGEREUX, LA LIGNE DE PRODUCTION DES COMPOSÉS SOLIDES DE RÉCUPÉRATION.....	47
Article 9.2.1. Mesures de limitation des poussières.....	47
Article 9.2.1.1 Captation et traitement des poussières des installations.....	47
Article 9.2.1.2 Abattage des poussières diffuses.....	47
CHAPITRE 9.3 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'INSTALLATION DE COLLECTE DE DÉCHETS D'AMIANTE LIÉ (DÉCHETS DANGEREUX) (RUB. 2710-1.B).....	48

Article 9.3.1. Entreposage.....	48
CHAPITRE 9.4 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'INSTALLATION DE COLLECTE DE DÉCHETS NON DANGEREUX APPORTÉS PAR LE PRODUCTEUR INITIAL DE CES DÉCHETS (RUB. 2710-2.A).....	48
CHAPITRE 9.5 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX ACTIVITÉS DE DÉPOLLUTION, DÉMONTAGE OU DÉCOUPAGE DE BATEAUX HORS D'USAGE (RUB. 2712-3.B).....	48
Article 9.5.1. Prévention des accidents et des pollutions.....	48
Article 9.5.1.1 Caractéristique des sols.....	48
Article 9.5.2. Entreposage.....	48
Article 9.5.2.1 Entreposage des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport avant dépollution.....	48
Article 9.5.2.2 Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport.....	49
Article 9.5.2.3 Entreposage des carcasses provenant des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport après dépollution :.....	49
Article 9.5.3. Dépollution, démontage et découpage.....	49
Article 9.5.3.1 L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes.....	49
Article 9.5.3.2 Opérations après dépollution.....	50
CHAPITRE 9.6 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE TRANSIT, REGROUPEMENT, TRI OU PRÉPARATION EN VUE DE RÉUTILISATION DE DÉCHETS DE MÉTAUX NON DANGEREUX, D'ALLIAGE DE MÉTAUX OU DE DÉCHETS DE MÉTAUX NON DANGEREUX (RUB. 2713-2).....	50
CHAPITRE 9.7 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'INSTALLATION DE TRANSIT, REGROUPEMENT, TRI OU PRÉPARATION EN VUE DE RÉUTILISATION DE DÉCHETS NON DANGEREUX DE PAPIERS/CARTONS, PLASTIQUES, CAOUTCHOUC, TEXTILES, BOIS (RUB. 2714-1).....	50
CHAPITRE 9.8 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'INSTALLATION DE TRANSIT, REGROUPEMENT, TRI OU PRÉPARATION EN VUE DE RÉUTILISATION DE DÉCHETS NON DANGEREUX NON INERTES (RUB. 2716-1).....	50
CHAPITRE 9.9 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'INSTALLATION DE DÉCONDITIONNEMENT DE BIODÉCHETS (RUB. 2783-1).....	50
Article 9.9.1. Implantation.....	50
Article 9.9.2. Dispositifs de rétention.....	50
Article 9.9.3. Nature des déchets entrants.....	51
Article 9.9.4. Information préalable sur les matières à traiter.....	51
Article 9.9.5. Traçabilité des déchets.....	51
Article 9.9.6. Conditions d'entreposage et temps de séjour des déchets.....	52
Article 9.9.7. Teneurs maximales en impuretés.....	52
Article 9.9.8. Limitation des odeurs.....	53
Article 9.9.8.1 Dispositions générales.....	53
Article 9.9.8.2 Mesures techniques et organisationnelles.....	53
Article 9.9.8.3 Surveillance des émissions olfactives.....	54
Article 9.9.8.4 Registre de plaintes.....	54
CHAPITRE 9.10 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'INSTALLATION DE TRAITEMENT DE DÉCHETS NON DANGEREUX (RUB. 2791-1).....	55
Article 9.10.1. Mesures de limitation des nuisances sonores.....	55
Article 9.10.2. Fabrication de composés solides de récupération.....	55
TITRE 10 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....	55
CHAPITRE 10.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE.....	55
Article 10.1.1. Principe et objectifs.....	55
Article 10.1.2. Contrôles et analyses supplémentaires.....	55
Article 10.1.3. Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance.....	56
Article 10.1.4. Modalités d'exercice et contenu minimal du programme d'auto surveillance.....	56
Article 10.1.4.1 Surveillance des rejets aqueux.....	56
Article 10.1.4.2 Surveillance des rejets atmosphériques.....	56
Article 10.1.4.3 Surveillance des niveaux sonores.....	57
CHAPITRE 10.2 BILAN PÉRIODIQUE.....	57
Article 10.2.1. Déclaration dans l'application de gestion électronique des rejets et émissions polluantes (GEREP).....	57
TITRE 11 - VÉRIFICATION DU RESPECT DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES À L'ÉTABLISSEMENT.....	57
CHAPITRE 11.1 AUTO CONTRÔLE.....	57
Article 11.1.1. Rapport d'audit environnemental.....	57

TITRE 12 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – EXÉCUTION ET PUBLICITÉ.....	58
CHAPITRE 12.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.....	58
CHAPITRE 12.2 EXÉCUTION ET PUBLICITÉ.....	58

